

Mme

Très Chers Démocrates Républicains, bonsoir et bienvenue à l'écoute de l'Union Démocratique du Cameroun, UDC.

18 Janvier 1996 – 18 Janvier 2016, cela a fait exactement 20 ans lundi dernier, que la nouvelle Constitution du Cameroun fut entrée en vigueur.

Il nous semble fort opportun, dans l'intérêt général de la République, de marquer un temps d'arrêt pour une rapide évaluation de l'état d'application de cette Constitution, Loi fondamentale du Pays, et premier projet politique dont la réalisation in extenso, devrait être l'obligation première du Pouvoir exécutif.

Rappelons ici que cette Constitution, en ce qui concerne les dispositions et institutions nouvelles qui y ont été instaurées, était le reflet du consensus issu de la tripartite de Novembre 1991, et devrait sceller le fondement de la nouvelle gouvernance du Pays sous le prisme de la Démocratie pluripartite.

L'essentiel de ces dispositions et institutions sont les suivantes :

La limitation du mandat du présidentiel qui passait de 5ans sans limitation, à 7 ans renouvelable une fois

La Décentralisation consacrée comme nouvelle forme de l'Etat marquée par le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales décentralisées représentées par les Communes et les Régions animées par des responsables élus

La création du sénat, du Conseil Constitutionnel et de la haute cour de justice

L'obligation de déclaration des biens et avoirs des personnalités dont les fonctions publiques confèrent le pouvoir de gérer la fortune publique,

Si nous nous arrêtons à ces quelques dispositions et institutions, force est de constater avec regret, que rien de positif n'est fait pratiquement pour tendre vers l'objectif républicain d'assurer la bonne gouvernance du pays en vue de faciliter le développement de la Nation.

Sans être ramené à 5 ans, la limitation du mandat du président de la république est abusivement annulée tandis que sa durée est maintenue à 7 ans

Alors que le sénat devrait être à 70% élu par un collège électoral composé des Conseillers Municipaux et Régionaux, il est faussement mis en place en 2013, en l'absence des Conseils régionaux dont la mise en place tarde encore jusqu'ici. Pire encore, son fonctionnement fait constater qu'elle est plus budgétivore que contributive à l'amélioration du rendement républicain du Parlement.

La décentralisation tarde toujours à se concrétiser, et ni le Conseil Constitutionnel, ni la haute Cour de justice ne sont mis en place.

L'UDC dit NON à l'instrumentalisation de la Constitution pour des fins politiciennes dans l'objectif de confisquer le pouvoir contre la volonté du peuple souverain

Nous attirons avec insistance, l'engagement d'un véritable dialogue républicain pour une révision urgente de la Constitution pour :

1. Ramer le mandat présidentiel à 5 ans renouvelable une seule fois
2. Ramer la majorité électorale à 18 ans
3. Introduire le système majoritaire à deux tours pour l'élection présidentielle
4. Instaurer la Cour Constitutionnelle avec des membres élus, en lieu et place du Conseil Constitutionnel
5. Redéfinir la décentralisation afin de conférer l'essentiel des responsabilités et ressources de développement aux Communes et Conseils Régionaux.

Chers Démocrates Républicains, notre pays souffre de la mal gouvernance et des abus divers dont celui de la Constitution. Ceci est la preuve que sous le renouveau, le patriotisme a foutu le camp pour céder la place à des considérations personnelles. C'est pour cela que l'UDC a consacré la Journée Républicaine des Réflexions et d'Echanges de Mardi dernier, à la notion du Patriotisme engageant les débats sous le thème : REPUBLICAINS, DEMOCRATES, PATRIOTES : UN IMPERATIF ET UNE CONQUÊTE PERMANENTE, CONTINUE POUR LA REPUBLIQUE, L'ETAT DES DROITS ET DES DEVOIRS ET L'EFFECTIVITE CITOYENNE: QUE FAIRE.

Signalons que cette édition de la Journée Républicaine, a été couplée à la présentation des Vœux du Président National de l'UDC le Dr Adamou Ndam Njoya, à la presse nationale et internationale. C'était Mardi dernier, 19 Janvier 2016.

Bonne et Heureuse Année 2016 à vous tous,

Vous pouvez nous contacter par notre site Web [UDC Party](#) ou par téléphone aux numéros 697 40 04 37 677 67 36 03

Merci de votre aimable attention.